

**ON LÂCHE RIEN !
TOUS ENSEMBLE POUR NOS RETRAITES !**

**ICI AUSSI, LA MOBILISATION CONTINUE !
TOU-TE-S EN GRÈVE ET EN MANIF JEUDI 6 FÉVRIER !**

- ST DENIS (PETIT MARCHÉ) : 9h00
- ST PIERRE (MAIRIE) : 9h00

NOU TYINBO, NOU LARG PA !

**Communiqué intersyndical CGT Éduc'action, FAEN, FNEC-FP-FO,
FSU, SUD ÉDUCATION du vendredi 31 janvier 2020 (extrait)**



Le soutien de la population au mouvement social s'amplifie, des initiatives unitaires sont prises sur tout le territoire, les journées de grèves et de manifestations du vendredi 24 et du mercredi 29 janvier ont encore rassemblé des centaines de milliers de personnes. **Les mobilisations de femmes ont mis en avant qu'elles seraient bien les grandes perdantes de cette réforme. C'est la preuve d'un rejet massif des propositions portées par le Gouvernement.** L'avis du Conseil d'État est un désaveu cinglant à la stratégie gouvernementale et confirme que **cette réforme est décidément injuste et dangereuse.** Il confirme nos analyses d'une réforme qui méprise les formes réglementaires et législatives et, sur le fond, fait ressortir le **flou du projet.**

Dans notre secteur, la « revalorisation » proposée par le ministre Blanquer dans le cadre de la réforme des retraites apparaît comme un marché de dupes. Le Conseil d'État déclare au sujet de cette prétendue "garantie" qu'elle est condamnée à disparaître du texte car « ces dispositions constituent une injonction au gouvernement de déposer un projet de loi et sont ainsi contraires à la Constitution ». Nos organisations demandent d'ouvrir de réelles négociations sans préalable pour des augmentations de salaire sans contrepartie et concernant tous les personnels.

Au lendemain de l'ouverture de la « conférence des financeurs », nos organisations syndicales réaffirment leurs propositions d'augmentation des recettes des régimes de retraites, qui passent par une meilleure répartition des richesses créées par le travail des salarié-es.

Une mobilisation historique par sa force et sa durée, le soutien sans faille de l'opinion publique, l'avis du Conseil d'État : le projet de réforme des retraites n'a jamais été si fragile. Il n'y aura pas de trêve.

L'impact de la réforme pour les femmes.

→ Source : <https://laretraite.lol/grandesgagnantes/>

- *Les femmes seront obligées de travailler beaucoup plus longtemps pour partir à la retraite.*

Il faudra travailler beaucoup plus longtemps pour pouvoir maintenir son niveau de vie une fois partie à la retraite, ce qui est très discriminant pour les femmes. Elles ont en effet des durées de carrière beaucoup plus courtes du fait des charges familiales et risquent d'être toujours plus nombreuses à se retrouver au minimum de pension.

- *Les conditions d'accès à la pension de réversion vont se durcir.*

En cas de décès du conjoint, les femmes seront obligées d'attendre 64 ans et

d'être parties en retraite pour toucher la pension de réversion, alors qu'aujourd'hui ce droit est ouvert dès 55 ans. Si elles divorcent, elles n'auront plus de pension de réversion. Enfin, le changement du mode de calcul pénalisera beaucoup de femmes.

- *La compensation des périodes de maternité remise en cause.*

La validation de 2 ans de cotisations par enfant qui existe aujourd'hui sera supprimée, ainsi que la majoration de pension de 10% pour celles et ceux qui ont 3 enfants ou plus. A la place, une majoration de pension de 5% par enfant sera attribuée, mais pour l'un des deux conjoint.e.s au choix. Conséquence : si ce complément était attribué à des hommes, certaines femmes pourront ne plus avoir aucune compensation de leur maternité, ralentissement et interruptions de carrière alors que les écarts avec les carrières des hommes restent très importants !

- *1000 euros : un minimum de pension qui n'est qu'un trompe-l'œil.*

Alors que le gouvernement met en avant sa volonté de relever le minimum de pension à 1000 €, il faudrait pour y accéder avoir 64 ans (âge qui se décalerait dans le temps) et avoir une « carrière complète ». Les compensations des congés maternités étant dans le même temps supprimées, ce minimum serait de plus en plus dur à atteindre pour les femmes qui sont déjà 40% à ne pas avoir de carrière complète.

La fin de l'âge pivot ? Un sacré enfumage !

Que les choses soient claires : l'âge pivot provisoirement suspendu ne concerne que les générations nées entre 1960 et 1975. Et encore, il est plus que probable qu'il sera quand même soit inscrit dans la loi (si les partenaires sociaux ne trouvent pas de solution satisfaisante pour le gouvernement d'ici avril), soit rétabli ultérieurement par simple ordonnance. Pour tou-te-s les

autres, l'âge pivot à plus de 64 ans, c'est-à-dire un recul pur et simple de l'âge de départ à la retraite, est bel et bien maintenu.

Ne nous laissons pas enfumer : c'est bien le retrait du projet de loi qu'il faut revendiquer.

Même le Conseil d'État désavoue le gouvernement...

Vendredi 24 janvier, le Conseil d'État a rendu un avis sur le projet de loi sur les retraites. Il met en évidence le caractère **bâclé** de l'affaire s'agissant de la **transformation d'un élément central du modèle social français**. Et en particulier :

- **l'absence d'éléments chiffrés stables**, confirmée par l'étude d'impact qui indique un âge pivot (ou d'équilibre) à 65 ans et une décote possiblement plus importante ;
- **les engagements vis à vis du corps enseignant** qui n'ont pas vocation à y être présents et **ne peuvent être garantis** ;
- la **masse des ordonnances** sur tous les éléments qui concernent la transition pour les personnes actuellement au travail et dont la retraite sera transformée dans le nouveau système ;
- l'avis stipule même que « **Le projet de loi ne crée pas un "régime universel de retraite"** qui serait caractérisé, comme tout régime de sécurité sociale, par un ensemble constitué d'une population éligible unique, de règles uniformes et d'une caisse unique ».

Bref, **un projet qui ne tient pas la route** et qui ne sera en rien transformé par la « conférence sur le financement ». Et ce dernier événement montre un peu plus **l'isolement du gouvernement**.

Alors, nous qui avons encore battu le pavé ce vendredi, avons fait grève, chanté, dansé... On continue jusqu'au retrait !